

Nîmes

Première grève (victorieuse) à l'initiative d'un comité de base

La grève des ouvriers de chez TUDOR — une petite usine récemment implantée dans la nouvelle zone industrielle — a fait sensation à Nîmes, le mois dernier, et provoqué diverses réactions fort intéressantes. La population a pris connaissance du mouvement par le tract suivant, distribué dans les rues de la ville par des lycéens :

AIDEZ LES OUVRIERS DE T.U.D.O.R. EN GREVE !

Nous sommes ouvriers chez TUDOR à la Z.I.P. de NIMES dans une usine de batteries.

NOUS SOMMES EN GREVE ILLIMITEE.

Nous en avons assez des salaires de misère.

Nous en avons assez des cadences infernales.

Nous en avons assez de nous ruiner la santé en respirant de la poussière de plomb pour augmenter les profits des capitalistes.

Nous en avons assez de la dictature patronale.

Nous nous sommes organisés NOUS-MEMES en formant un Comité de base. Nous avons défini NOUS-MEMES nos revendications. Nous avons engagé la lutte NOUS-MEMES.

Le seul moyen de faire reculer les patrons, qui, nous le savons ont repris du poil de la bête, c'est de leur imposer la lutte sur notre propre terrain : LES USINES, et non de discuter au sommet entre dirigeants syndicaux et chef de file du patronat.

Aidez-nous ! Donnez de l'argent au Fonds de Soutien aux Grévistes.

Faites jouer la solidarité entre prolétaires :

Révoltez-vous contre vos propres exploités !

Le Comité de Base des ouvriers de T.U.D.O.R.

Le cahier de revendications de la soixantaine de travailleurs employés dans l'usine comportait une augmentation des salaires de 0,50 F de l'heure, la garantie de l'emploi, un allongement de la pause, une amélioration des conditions sanitaires et la reconnaissance des deux délégués du comité de base.

Mais le patron refuse d'abord de discuter et, de leur côté, les cellules du P.C.F. de la zone industrielle publient un communiqué commun, dans *La Marseillaise* du 2 février. Il y est dit notamment :

Des informations qui nous parviennent, il apparaît que des jeunes gens, minoritaires dans l'action, et conseillés par les comités d'action lycéens et des étudiants, ont pris sur eux-mêmes de décider une grève illimitée.

Sans vouloir nous immiscer dans les affaires propres aux ouvriers de chez TUDOR, nous avons pensé qu'il était de notre devoir d'attirer l'attention des travailleurs sur cette grève qui apparaît plutôt comme une aventure que comme un mouvement conscient et démocratiquement décidé...

Révoltez-vous contre vos propres exploités, disent les signataires du tract, mais la révolte est-elle réellement la solution ? Les travailleurs ont-ils les moyens de se révolter sans appeler une répression féroce de la part du patronat et du pouvoir des monopoles industriels et de la haute finance.

Jeunes travailleurs de chez TUDOR, gare à l'aventure.

Les cellules communistes de la Z.U.P... ne pouvaient vous laisser aller à l'aventure sans tirer la sonnette d'alarme.

Et le 4 février, toujours dans *La Marseillaise*, c'est au tour des cercles de la Jeunesse Communiste de faire la leçon aux grévistes :

Les cercles des J.C. se sont adressés dans un tract aux travailleurs de chez TUDOR pour, sans s'immiscer dans les affaires des travailleurs de cette entreprise,

la ZUP et la grève de chez TUDOR ». Cet article porte plusieurs accusations contre les grévistes, accusations reprises dans un tract des Jeunes Communistes publié également dans *« La Marseillaise »* du 4 février.

Puisque nous sommes attaqués publiquement, nous répondons publiquement.

On nous accuse d'être minoritaires et d'avoir déclenché une grève « qui apparaît plutôt comme une aventure que comme un mouvement démocratiquement décidé ». Si les « communistes » de la ZUP étaient venus à notre piquet de grève, ils auraient pu constater que :

— Nous sommes une majorité de grévistes (40 sur 60 environ).

— Notre grève a été préparée à l'avance par deux tracts et trois réunions du Comité de Base, et elle n'a été décidée que lorsque la majorité des travailleurs de l'usine eut donné son accord.

L'article dit aussi que sans le soutien de la C.G.T., notre grève est vouée à l'échec. Les ouvriers ne sont pas des bêtes. Ils observent et se souviennent. Ils se souviennent de la grève du Toro à Nîmes en janvier 68, qui a totalement échoué parce que la C.G.T. N'A PAS ORGANISE ce « large soutien » que l'article estime indispensable. Ils se souviennent des grèves de Mai, où les dirigeants syndicaux ont fait lâcher prise aux ouvriers pour une aumône et un bulletin de vote.

Ceux de TUDOR observent aujourd'hui que ni « les communistes de la ZUP », ni la C.G.T. ne sont venus apporter leur soutien. Ce qu'ils voient c'est que les permanents C.G.T. vont trouver LEUR PATRON pour avoir des informations sur la grève. Ce qu'ils voient, ce sont les articles de « La Marseillaise » qui constituent un véritable encouragement à LEUR PATRON : « Tenez bon, ce sont des aventuristes que personne ne soutient ». Ce qu'ils voient, ce sont les J.C. qu'on envoie distribuer AUX JAUNES DE L'USINE des tracts attaquant la grève.

Les temps ont changé. Ceux qui étaient autrefois à la pointe du combat sont maintenant des briseurs de grève. Les « communistes de la ZUP » préfèrent à la grève « des moyens d'action plus réalistes ». Ils se demandent « si la révolte est vraiment une solution ». S'ils ont tellement peur de l'action résolue des ouvriers, n'est-ce pas parce qu'elle force les faux amis du peuple à se démasquer ?

Le Comité de Base des ouvriers de chez T.U.D.O.R.

Les grévistes publient enfin le communiqué suivant :

Nous ne sommes pas isolés puisque de nombreux lycéens progressistes nous ont prêté leur concours et puisque de nombreux travailleurs ont manifesté leur solidarité prolétarienne en versant de l'argent au fonds de soutien pour nous permettre de « tenir » (4 février).

Il faut noter aussi que, bien qu'ils se soient organisés de manière extrasyndicale, les grévistes de chez TUDOR ont pu obtenir un certain soutien syndical. On a pu lire en particulier, dans *Midi-Libre* du 2 février, la motion suivante :

Les Sections Syndicales C.G.T., F.O. et C.F.D.T. de la Caisse Primaire d'Assurance maladie du Gard informent leurs camarades grévistes de l'usine TUDOR de leur total soutien dans la juste lutte qu'ils mènent au sein de leur entreprise.

En revanche, *La Marseillaise*, quotidien communiste, refusa de publier cette motion. Mieux même, un responsable du journal, puis un responsable de l'Union locale C.G.T. téléphonèrent au secrétaire de la Section C.G.T. de la Caisse Primaire pour lui demander le retrait de la motion. Mais celui-ci, soutenu par la majorité du bureau de la Section, refusa net.

Il semble aussi que la Section C.G.T. de l'usine PERRIER à Vergèze, près de Nîmes, apporta un soutien matériel aux grévistes de chez TUDOR. Elle aurait accepté, notamment, de tirer leurs tracts.

Il a bien fallu, en fin de compte, que le patron accepte de discuter et accorde une augmentation (0,20 F de l'heure). La pause est prolongée, les installations sanitaires seront immédiatement améliorées, aucune sanction ni licenciement ne seront pris ni signifiés pour fait de grève et les deux délégués de chez TUDOR bénéficieront du même statut et des mêmes avantages que les délégués présentés par les syndicats officiels.

Devant ce premier résultat, et après une large discussion, le comité de base décida la reprise.

« A la moindre incartade, nous vous vidons ! »

— jamais ils n'ont donné à la police les noms des prétendus organisateurs de la manifestation du 30 novembre (qui ont été obligés d'aller perdre leur temps et leur salive au commissariat de Chambéry, la police les convoquant régulièrement) ;

— jamais ils n'ont refusé une salle, jamais ils n'ont arraché les informations des panneaux d'affichage, brisant ainsi la liberté d'expression politique des lycéens !

— jamais ils n'ont exercé de pression sur les militants bien en vue du Cal., en les isolant, en les prenant à part, en appelant les parents à la rescousse !

MAIS NON : JA-MAIS !

Ceux qui colporteraient de tels bruits sont des provocateurs irresponsables et doivent être démasqués.

Les élèves du Lycée Vaugelas ont la chance d'avoir un proviseur à la carotte longue et sucrée et au bâton court et fragile, une administration libérale, humanitaire et chaleureuse dont le bureau d'accueil du premier étage réserve toujours une petite surprise à chacun...

OUI A MONSIEUR LE PROVISEUR HURARD !

OUI A LA POLICE DE CHAMBERY !

(à ce propos, nous suggérons à l'Administration d'accorder au commissariat de Police de Chambéry une salle à l'intérieur du Lycée. Cela éviterait de telles pertes de temps, de timbres-poste et de semelle ! Et la rentabilité nom de Dieu ???)

OUI A LA LOI FAURE-MARCELLIN !

OUI A L'ACCELERATION DES CADENCES DANS LES USINES !

OUI A LA REPRESSION DANS LES USINES (Berliet), DANS LES FACS (Lyon), DANS LES LYCEES (Chaptal) !

TRAVAIL ! FAMILLE ! PATRIE !!!

des Savoyards Enragés

grrr ! grrrrôarh !!! agrrrh ! ggrroarr.

Samedi 8 février.

LA VERITE

QU'EST-CE QU'ON DIT A CHAMBERY ?

On dit « Y'a un voyou qui a mis le feu à un gymnase... D'autres voyous viennent tous les jours de Grenoble et de Lyon pour continuer à semer le désordre dans notre bonne petite ville... L'UNEF, c'est tous des voyous... Vivement que les C.R.S. arrivent. »

EN FAIT, QUE S'EST-IL PASSE ?

— Le gymnase du lycée Vaugelas était une écurie (local poussiéreux avec une corde et un trapèze). Le problème avait été posé entre professeurs et élèves. Mais la situation se prolongeait. La ville refusait les fonds nécessaires. Elle en avait pourtant les moyens.

— Un élève de classe terminale, exécuté par cette situation d'inertie, a mis le feu à cette écurie dans la nuit du 24 au 25 janvier.

— Depuis les militants étudiants et lycéens (Comité d'Action lycéen, UNEF) sont systématiquement filés dans la ville, harcelés d'interrogatoires policiers. C'est la répression. Ces lycéens, paralysés, isolés, harcelés, n'osent même plus se saluer dans la rue.

— Ainsi un acte isolé est prétexte pour le pouvoir et les forces réactionnaires pour lancer une campagne contre le mouvement étudiant et lycéen, tandis que la police veut supprimer physiquement toute contestation.

C'EST CONTRE CELA QUE NOUS INTERVENONS :

— Non pour semer la panique ou « faire des actes de vandalisme ».

— Mais pour informer la population et contrer la campagne d'intoxication du proviseur du lycée, de l'administration, de la presse.

COMMENT FAIRE ?

— Coller des affiches : nous l'avons fait.

Les affiches étaient enlevées par la police et les C.R.S. fascistes et chaque nuit plus de 10 militants étaient pourchassés et arrêtés par les flics.

— Distribuer des tracts et informer les lycéens (externes et internes) : nous l'avons fait.

C'est ainsi qu'un camarade a été passé à tabac dans un couloir du lycée Vaugelas par le proviseur et trois « adjoints » (vendredi 7 février).

— Organiser des meetings d'information : ce sera fait.

LUNDI 10 FEVRIER, 17 H., AU COLLEGE LITTERAIRE UNIVERSITAIRE, RUE MARCOZ

Nous demandons au proviseur du lycée Vaugelas de venir s'expliquer publiquement sur ses méthodes.

HABITANTS DE CHAMBERY, VOUS AVEZ LE CHOIX :

Ou bien vous vous bouchiez les yeux et les oreilles, pour n'entendre que les mensonges de la presse et de l'administration, vous rentrez dans votre coquille bourgeoise, vous condamnez sans comprendre et vous appelez la répression,

Ou bien vous refusez la campagne d'intoxication réactionnaire et vous cherchez à comprendre la lutte des lycéens et des étudiants.

[A Chambéry aussi, le désordre vient d'ailleurs... et le complot n'est plus international, mais aussi lyonnais et grenoblois. L'incendie du Gymnase et les « ratonnades » qui s'en suivirent sont un SIGNE DES TEMPS :

— d'un côté panique et haine devant tout ce qui brise le cours administratif des choses,

— de l'autre désir violent d'en finir avec tous les gymnases branlants.

Il ne s'agit certes pas de lutter contre le vieux monde avec des allumettes, mais tout simplement de comprendre la signification vraie d'un INCIDENT.]

Directeur de la publication : Daniel Anselme.

Imprimerie Béresniak,

18-20, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.